Écrit par Sébastien Brulez
Vendredi, 01 Décembre 2006 02:00 -

Le 19 novembre dernier, Fredy Muñoz, journaliste de la télévision latinoaméricaine TeleSur, était arrêté à l'aéroport de Bogotá, au retour d'un voyage au siège de la chaîne à Caracas. Les autorités colombiennes n'ont apporté aucune preuve tangible pour justifier son arrestation et les graves accusations qui sont portées contre lui. Tout indique à penser qu'il s'agit là d'une tentative de déstabilisation et de criminalisation d'un média qui se présente comme la voix du Sud, l'anti-CNN.

Il est difficile de parler de liberté de la presse en Colombie, le pays est l'un des plus dangereux du continent pour les journalistes. Nombre d'entre eux sont assassinés, alors que d'autres doivent fuir le pays et les menaces de mort. Dans ces conditions, le cas de Fredy Muñoz apparaît comme un avertissement à toute la presse mais également comme une tentative de lier TeleSur à des milieux subversifs (notamment les FARC), en dehors du monde journalistique.

A l'heure actuelle, Freddy Muñoz est toujours détenu à Barranquilla, dans les locaux de la Direction Administrative de Sécurité (DAS), la police secrète colombienne. Le journaliste a été placé en garde-à-vue pour « actes de rébellion et terrorisme ». Son dossier, qui se trouvait à Barraquilla, a été déplacé à Cartagena parce que les faits reprochés, les « attentats », se seraient produits à Cartagena.

Aram Aharonian, directeur général de TeleSur, s'est rendu récemment à Bogotá :
« L'accusation qui figure dans le dossier ne parle pas directement de Freddy Muñoz mais d'un personnage avec un alias. Nous pensons qu'il s'agit d'un montage destiné à endommager la crédibilité et à criminaliser TeleSur. Les actes qu'il aurait soi-disant commis remontent à 2002-2003. Les seuls témoins qui existent sont des gens emprisonnés, des ex-guérilleros détenus par la DAS. Et les autres font partie du Commando d'intelligence Navale de Cartagena. L'un d'entre eux n'a même pas de documents. »

Selon Monsieur Aharonian, ce n'est pas la première fois que les forces de sécurité utilisent ce genre de témoins pour monter des affaires sans aucune preuve tangible. « Ils n'ont même pas besoin de preuves, le Parquet joue le rôle de juge, joue le rôle qu'il veut. Nous avons la profonde conviction, et cela se ressent aussi dans la société colombienne, que Fredy n'a absolument rien fait. Et que toute cette affaire est clairement montée pour criminaliser TeleSur. »

Solidarité internationale

Plusieurs associations colombiennes et internationales ont manifesté leur soutien au journaliste et ont réclamé sa libération immédiate. Même la Société interaméricaine de Presse, qui est l'organisme des propriétaires des grands médias du continent américain, a publié une déclaration de préoccupation pour le cas Muñoz.

« Tout le monde sait que c'est une affaire montée de toutes pièces, tout le monde en a bien conscience. On va voir jusqu'où ils iront, c'est ça qui nous préoccupe. Il s'agit d'un cas de défense de la liberté de la presse, de défense d'un jeune journaliste qui a toujours accompli sont travail et qu'on essaie de criminaliser. Il est quand même bizarre que dès le premier communiqué de son arrestation, bien que les faits reprochés remontent à 2002-2003, on parle directement du journaliste de TeleSur (ndlr : alors que Muñoz travaillait, au moments des faits, pour un média colombien). Ce qui donne une idée qu'on cherche à criminaliser TeleSur avant même que l'enquête ne soit terminée » affirme le directeur de la chaîne.

Selon Aram Aharonian, il faut aussi remettre cette affaire dans le contexte colombien. Le pays vit une crise institutionnelle très grave, où environ un tiers du Sénat est aux mains des paramilitaires. « Et ce n'est pas moi qui le dit, les mêmes paramilitaires avouent qu'ils contrôlent aux alentours de 35% du Congrès. Et je pense que ça peut être aussi un moyen de détourner l'attention par rapport à tous ces scandales qui voient le jour avec les paramilitaires. Quoi qu'il en soit, la seule chose qui nous intéresse c'est la libération de Freddy Muñoz. Nous avons la ferme conviction qu'il est totalement innocent et n'a rien avoir avec ces accusations, même avant de travailler chez TeleSur. »

TeleSur dispose d'un bureau avec six correspondants en Colombie. Bien qu'ils n'aient jamais été détenus, certains sont surveillés et d'autres ont également été intimidés.

Ce mercredi 29 novembre, le journaliste a subi un examen médical à l'Institut colombien de Médecine légale. Cet examen pourrait, selon les avocats, prouver définitivement son innocence. En effet, selon les témoignages, la personne ayant participé aux actes de « rébellion et terrorisme » présenterait d'importantes brûlures au thorax et aux mains, ce qui n'est pas le cas de Fredy Muñoz. Les résultats de cet examen seront ajoutés au dossier à Cartagena. D'après le directeur général de TeleSur : « Fredy est en de bonnes conditions et il a le moral. Ce qu'on peut espérer maintenant c'est que le Ministère public décide que le cas doit être jugé à Bogota, parce qu'à Cartagena il n'y a aucune garantie que le jugement soit un minimum

équitable. Si ce n'est pas le cas, on peut espérer vraiment peu de choses, à moins qu'il n'y ait de fortes pressions internationales. »

Sébastien Brulez (Caracas - 01/12/2006)